

Liberté

LIBERTÉ
ART & POLITIQUE

Psychologie de l'indépendance

Philippe Émond

Volume 8, Number 5-6 (47-48), September–December 1966

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/30084ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Émond, P. (1966). Psychologie de l'indépendance. *Liberté*, 8(5-6), 57–89.

textes en liberté études

psychologie de l'indépendance

Ce travail, comme tous ceux qui traitent de ce sujet controversé qu'est l'indépendance du Québec, ne trouve sa justification que dans l'acceptation du postulat qui veut que le groupe ethnique reconnu comme nation canadienne-française, est bel et bien une nation distincte au sens historique et sociologique, et que le territoire géographiquement et légalement reconnu comme la province de Québec, constitue le pays de cette nation qui, pourvue d'un pays et d'un drapeau, est encore à la recherche de son identité.

politique — expression des sentiments d'une nation

A quand l'indépendance du Québec ?

Les prophètes ne manquent pas et leurs prédictions sont aussi diverses que la nature des sentiments nationalistes de chacun d'entre eux.

Sentiments. Sentiments nationalistes. Emotions, révoltes, bombes, arrestations, aveux, déconfitures.

Les maquisards des années quarante étaient en grande partie des hommes mûrs, pondérés, conscients de leur responsabilité et de leurs risques. Nos terroristes sont des adolescents révoltés, à la recherche d'une révolution pour justifier leur comportement. Et pourtant, plusieurs parmi les hommes sérieux approuvent ou tolèrent secrètement nos délinquants en mal de faits d'arme.

Pourquoi ? Pourquoi tant de confusions, de contradictions, de rêves avortés, d'aspirations déçues. Pourquoi pas de messieurs sérieux parmi nos terroristes et par contre, pourquoi tant d'approbation tacite.

La réponse que je propose en décevra probablement beaucoup. Les tenants des motifs nobles et des causes ronflantes seront certainement outragés de voir ramener à des dimensions plus prosaïques les arguments enflammés qu'ils soutiennent sans toute-fois pouvoir en faire profiter la cause de l'indépendance qui marque le pas depuis quelques années.

La réponse, bien qu'infiniment complexe par ses ramifications, est fondamentalement simple : la politique, celle qui nous intéresse, c'est-à-dire celle qui se fait au niveau du peuple, est affaire d'émotions.

émotivité, force motrice des masses

Emotions, les révoltes, les bombes. Emotions, le phénomène caouettiste. Emotions, le désir de voter pour le plus fort plutôt que pour le meilleur. Emotions, la crainte qui engendre l'immobilisme, et émotions encore cette insécurité, cette crainte de perdre qui incite à s'agripper à un mirage familier que l'on redoute voir s'envoler, plutôt que de rejeter carrément le ballon dégonflé et flasque des illusions perdues, et de tendre les mains vers des réalités concrètes et accessibles. Emotions, enfin, que ce sentiment défaitiste de vaincus, sentiment qui se nourrit et subsiste à même notre identité de canadiens, de canadiens conquis depuis deux siècles.

Et à ce peuple bouleversé par des émotions aussi vives que contradictoires, dont la vie affective n'a été que conflits et confusion depuis deux cents ans, on offre des formules sur lesquelles il devrait pouvoir porter jugement lucidement alors qu'il est en proie au plus troublant des doutes qui puissent miner la stabilité émotive d'un individu ou d'une nation, le doute sur sa propre identité.

J'ignore quelles connaissances ont nos dirigeants indépendantistes de la psychologie des masses. Cependant, quelle qu'elle soit, ils n'ont manifestement pas encore réussi à la transposer dans leur programme d'action politique.

A des gens qui sont nés canadiens, qui ont grandi dans la croyance qu'ils étaient canadiens, qui sont maintenant convaincus d'être canadiens (nous reviendrons sur l'équivoque de mot canadien) et qui sont fiers de l'être, les indépendantistes demandent de renier leur nom. On leur demande de s'exiler à l'intérieur de leur propre pays, de renoncer à leur identité. Les Canadiens français sont incités à rompre avec le Canada, et les indépendantistes sont surpris de se buter à une résistance, car inconsciemment, ce n'est pas autre chose qu'un suicide national qu'ils réclament de leurs compatriotes. Pour tout Québécois non émotivement éveillé à sa réelle identité, lui demander de s'isoler du Canada équivaut à l'inciter à s'expatrier.

S'il ne s'agissait que de démontrer par une thèse irréfutable, le bien-fondé de l'idéal indépendantiste, comment pourrait-il y avoir encore des Québécois non convertis à cette cause après la publication du POURQUOI JE SUIS SEPARATISTE de Marcel Chaput ? Ce livre de Chaput constitue certainement un des meilleurs plaidoyers jamais publiés en faveur de l'indépendance du Québec. Et que dire des oeuvres de Raymond Barbeau, LE QUEBEC EST-IL UNE COLONIE ? et QUEBEC BIENTOT UNILINGUE. Si l'avenir politique du Québec devait se décider froidement, lucidement, à la seule lumière d'arguments logiques, ces trois oeuvres suffiraient pour trancher la question une fois pour toutes. Malheureusement, la logique ne vaut que pour ceux qui veulent bien en tenir compte. Nous verrons un peu plus loin dans cet essai, les causes vraisemblables du comportement émotif des Québécois vis-à-vis la chose politique, mais quelles que soient ces causes, l'attitude des Québécois, et cela va pour n'importe quelle nation, n'a toujours été qu'émotive. Que nous faisons face aux adeptes du statu quo croupissant dans leurs craintes, aux séparatistes extrémistes ignorant dans leur fébrilité négative les pires répercussions, ou aux indifférents stagnant dans une irresponsable passivité, nous sommes, dans ces trois cas qui réunissent la majorité de la population, devant un phénomène essentiellement psychologique. Chaput pourrait finir ses jours en écrivant en faveur de l'indépendance, Barbeau pourrait accumuler les statistiques, les preuves et les témoignages, ils n'écritont toujours que pour des initiés, convaincus d'avance, qui ne les liront que pour nourrir une foi déjà implantée. Les émotions, surtout celles qui se ressentent par un pincement au coeur, et l'amour de la patrie est de celles-là, n'ont

que faire de la raison raisonnante. Celle-ci n'a jamais eu sa place sur les barricades, physiques ou morales, se révélant plus utile dans une salle de cours que dans une manifestation populaire.

Nous possédons deux exemples récents de l'intervention du sentiment populaire dans la marche politique de notre pays. Le premier est l'élection d'un nombre record de députés Caouettistes en 1963 au cri du slogan négatif de « On n'a rien à perdre ». Le second, le balayage libéral de 1960 parce qu'« Il fallait que ça change ». Ces deux cas démontrent qu'un parti politique ne se fait pas élire en imposant sa politique, traduite en un slogan plus ou moins approprié, mais en choisissant un slogan qui traduit le sentiment de la population.

Le vote Caouettiste en était un de dépit envers les vieux partis qui avaient perdu la confiance populaire. Le secteur de la population qui vota pour les créditistes étaient convaincu qu'« il n'avait plus rien à perdre », qu'il avait déjà tout perdu et que Caouette n'était pas pire que le guérisseur que l'on consulte en dernier recours quand les médecins ont tout fait, parce qu'« il n'y a plus rien à perdre ». Mais on ne vota pas pour Caouette et ses créditistes parce que ceux-ci disaient qu'« il n'y avait rien à perdre » en votant pour eux, mais bien parce que la population croyait qu'« elle n'avait plus rien à perdre » et qu'elle reconnut dans le slogan de Caouette l'écho de son propre sentiment.

L'exemple de la victoire libérale de 1960 est moins patent que celui de la victoire créditiste de 1963 parce que moins exclusivement conditionné par des facteurs émotifs. Alors que le vote créditiste de 1963 était essentiellement négatif dans sa motivation, le vote libéral de 1960 était rationnellement explicable par la valeur de l'équipe en cause comparativement à l'opposition et à l'équipe qu'elle avait remplacée. Mais le « Il faut que ça change » était ressenti par la population qui se réjouit de pouvoir remplacer les héritiers spirituels de Duplessis pour qui, rien ne devait changer.

Malheureusement, les indépendantistes n'ont pas encore pris le pouls de la population et leur interprétation de son opinion est beaucoup plus un reflet de leurs propres aspirations plutôt qu'une vue réaliste du sentiment québécois face au problème de l'indépendance.

Voilà pourquoi un groupe d'indépendantistes constituant une minorité plus nombreuse qu'aucune révolution passée n'avait eu comme noyau, ne réussit pas à faire bouger une nation. Cette nation n'a pas encore senti, ressenti dans ses tripes qu'elle n'a pas à perdre un Canada perdu depuis deux cents ans, mais un Québec à gagner au plus vite avant qu'il ne lui file entre les doigts. Tant que les indépendantistes n'auront pas dépouillé le mot « canadien » du sentiment d'identité que lui accorde les québécois, les québécois qui se croient canadiens, et ils constituent la majorité, croiront que les partisans d'un Québec indépendant veulent les sevrer d'un pays qu'ils croient leur.

Ce modeste travail entend démontrer que l'accession du peuple québécois à l'indépendance dépend beaucoup plus de facteurs émotionnels ou psychologiques, que de facteurs politiques en ce sens que les premiers sont déterminants du comportement des individus et des nations, les seconds n'étant que les moyens qu'ils choisissent de prendre pour réaliser leurs tendances inconscientes. En jargon psychanalytique, la direction politique prise par une nation ne constitue que la rationalisation ou la justification rationnelle de décisions ou d'actions engendrées par l'émotivité au plus profond de l'inconscient.

Les tenants du rationalisme s'objecteront, se récrieront d'une indignation toute rationnelle et parleront de fumisterie. Mais, qu'y avait-il de rationnel dans la fondation de notre pays, dans l'opiniâtreté de nos ancêtres à risquer leur vie quotidiennement pour un coin de terre. L'acharnement à parler français en dépit des désavantages économiques et sociaux qui en sont résultés est-il logique ? N'eût-il pas été plus logique d'accepter la domination anglaise, de s'angliciser, de fraterniser avec les vainqueurs jusqu'à s'identifier à eux, ne formant plus qu'une grande et forte nation au lieu de jouer continuellement les empêcheurs de tourner en rond, au point qu'aujourd'hui, notre attitude constitue une sérieuse menace à l'équilibre de la Confédération canadienne ? Sans parler de la logique toute rationnelle qui lança nos infortunés patriotes de 1837 dans une équipée d'une audace toute donquichottesque qui, à défaut d'en faire des libérateurs, en fit les héros d'une révolution avortée, pavant ainsi la voie pour nos pauvres délinquants du F.L.Q.

Il n'y a rien de rationnel dans les aspirations d'un peuple. La « grandeur » de la France que de Gaulle impose au monde entier par sa seule force de caractère est-elle logique ? La Grèce contemporaine, pays pauvre et désolé est une bien piètre héritière de la flamboyante Grèce antique. Les Grecs sont-ils pour autant humiliés de l'état de dégénérescence de leur pays ? En toute logique, un simple regard sur leur passé devrait les convaincre de leur déchéance. Mais l'inconscient fait fi de la logique et l'inconscient collectif grec a vite fait de substituer au sentiment que devrait entraîner la déchéance actuelle, la fierté d'un passé glorieux entre tous. Les grandes guerres n'eurent jamais d'autres motivations que l'orgueil et nulle part dans l'histoire du monde la logique ne se trouve-t-elle impliquée. Le principe même de la démocratie est la reconnaissance du droit pour chaque nation, non pas d'agir logiquement, mais de vivre en conformité avec ses aspirations et de disposer d'elle-même selon son sentiment, en autant que son comportement ne constitue pas un empêchement à la liberté des autres.

J'espère avoir démontré que le comportement d'une nation est définitivement déterminé par l'émotivité et que cette constatation devrait entraîner de la part des indépendantistes, une revision dans leurs tactiques de propagande.

symbolique émotive des mots

Les mots ont une double signification. La première, et généralement la seule que l'on retienne, est la signification littérale, celle qui permet la compréhension, la communication à l'échelle mondiale. La seconde, bien qu'elle soit la moins connue n'en est pas moins la plus influente; elle est d'ordre subjectif. C'est celle qui, au-delà des substantifs et des définitions, a le dernier mot, celle qui se traduit par l'émotion ressenti au coeur après que les définitions ont été oubliées. C'est la signification émotive.

Le mot amour résonne-t-il pareil pour la fiancée que pour la putain ? Le mot communiste a-t-il le même sens à Saint-Hyacinthe qu'à Aubervilliers ? Le mot anglais a-t-il le même sens au Québec qu'en Colombie-Britannique ? Les mots sont transformés

par l'interprétation sensorielle que chacun en fait. A titre d'exemple d'association de mots ayant la même signification symbolique, voyons l'attitude de l'adolescent devant l'autorité.

L'adolescence est l'âge où l'enfant, prenant conscience de sa dépendance, se révolte contre l'autorité paternelle dans le but de s'affranchir et de parvenir à sa propre indépendance. De par leur signification émotive, les mots s'associent plus ou moins facilement selon que le sentiment qu'ils évoquent soit de même nature. Ainsi, les mots « père », « autorité » et « société » sont à peu de chose près, synonymes en ce qu'ils symbolisent pour l'adolescent particulièrement, son état de dépendance. Il subit l'autorité de son père comme il subit celle de la société. Il en vient alors à considérer toute forme d'autorité comme une entrave à son accession à l'indépendance et il devient dès lors très naturel que l'idéal de l'indépendance soit si répandu parmi la jeunesse. Mais à cause de sa motivation foncièrement émotive, le sentiment nationaliste chez eux, prend bientôt un aspect anarchiste qui, tout en décuplant leur ardeur, les empêche de voir le problème lucidement et réduit sensiblement, par conséquent, l'efficacité de leur action.

Que l'adolescence avec toute la révolte qu'elle implique soit l'inévitable transition entre l'enfance et l'état adulte, les phénomènes qui la caractérise sont les mêmes pour une nation que pour un jeune homme. Ces manifestations d'ordre psychologique permettent d'illustrer le phénomène de la symbolique des mots qui illustrera que la discussion autour d'un vocable pour désigner l'identité d'une nation, n'est pas une vaine querelle de mots, et pour démontrer aussi que dans le coeur de trop de Québécois qui, par l'effet maléfique d'une géniale machination, ont grandi en croyant qu'ils étaient Canadiens, le mot Canada a une signification profonde qui ressemble étrangement à celui de maman. Car quelle différence y a-t-il entre l'adolescent qui confond « autorité » et « paternalisme », « dépendance » et « esclavage », et le Québécois qui confond « Canada » et « mère-patrie », « séparatisme » et « sevrage ».

Il faut voir l'acharnement presque névrotique que met Raoul Roy à défendre son titre de Canadien dans le numéro du printemps 65 de LA REVUE SOCIALISTE, pour comprendre le bouleversement moral ressenti par des millions de « Canadiens-français » de-

vant la possibilité de perdre leur identité nationale. L'exposé de Roy est représentatif d'une attitude généralisée au Québec, en ce qu'il est totalement utopique de sentimentalité et dépourvu du sens des réalités. Voudrait-il revendiquer l'exclusivité de son identité de Canadien devant une cour internationale après avoir démontré l'usurpation dont nous avons été victime ? Mais, il est aussi absurde pour nous de continuer à revendiquer l'exclusivité de l'identité canadienne, que pour le gouvernement de Formose de prétendre être encore le gouvernement de tous les Chinois. Les deux situations se ressemblent : Tchang Kaï Chek est toujours le même, mais la Chine a changé. Nous sommes toujours les descendants des fondateurs du pays, mais le pays s'est développé malgré nous, a débordé les frontières de notre ghetto. Parents d'un bébé dont nous avons perdu la charge, qui fut élevé par des parents plus riches, plus puissants et parlant une autre langue, nous faisons maintenant face à un colosse qui, après avoir gardé notre nom, insiste pour ne reconnaître comme parents, que ceux qui l'ont mené à son état actuel de développement. Il est le Canada et entend le demeurer, car ce n'est pas un titre de naissance qu'il brandit, mais un titre de victoire. Telle la mère qui meurt en accouchant d'un bâtard, la mort de Montcalm engendrait celle de la nation canadienne d'alors, et donnait naissance au Canada d'aujourd'hui. La victoire de Lévis à Sainte-Foy devint alors la première victoire québécoise en ce qu'elle symbolisait le refus de la soumission, attitude qui, bien que longtemps endormie sous les cendres de la défaite, ne disparut jamais, et engendra plus tard la rébellion de 1837, pour se prolonger jusqu'à notre actuelle poussée indépendantiste.

Il n'y avait qu'une raison pour l'envahisseur de nous laisser juridiquement notre identité nationale que nous avons perdu de fait. L'espérance qu'à brève échéance, le Canada aurait transformé ses Canadiens en Canadiens. L'insidieuse manoeuvre a échoué, mais elle n'en a pas moins confondu la masse des Québécois qui, tout en résistant à l'assimilation, ont persisté dans la croyance d'un Canada que le vainqueur leur laisserait partager. L'histoire offre-t-elle un seul autre exemple d'une candeur aussi désarmante ?

Cette confusion sur leur identité de la part des Québécois, démontre l'importance de celle-ci dans la lutte pour l'indépendan-

ce. Car elle est seule responsable de l'incapacité des Québécois à se rallier et à faire front commun. Aucun homme fier ne renie sa patrie et aucun Canadien convaincu de sa nationalité ne reniera le Canada. S'il se croit lésé, il revendiquera, il exprimera ses griefs et réclamera ses droits, mais toujours en tant que Canadien. Parce que convaincu d'être Canadien, il ignorera l'appel des indépendantistes qui lui demandent de s'abstenir de voter aux élections fédérales; il insiste pour voter, pour intervenir et faire cesser les brimades et les injustices dont il se croit victime.

Que dire des anciens combattants, de ceux qui sur les champs de bataille ont risqué leur vie, ont été mutilés, ont vu leurs amis mourir à leur côté en se battant pour leur pays, le Canada. Accepteront-ils facilement de reconnaître qu'ils se sont battus pour un pays qui n'est pas le leur, ces habitants d'un Québec anti-conscriptionniste, enrôlés de force pour la plupart, et qui une fois conscrits, préférèrent substituer à leur humiliation de mercenaires forcés la fierté du valeureux soldat canadien combattant courageusement pour son pays et son roi.

De plus, pourquoi ne se croiraient-ils pas tous Canadiens (-français) lorsque c'est par ce vocable qu'ils sont encore désignés dans de nombreux articles du journal L'INDEPENDANCE, que ce nom revient régulièrement et spontanément à la bouche de Paul Chamberland, directeur de Parti-Pris, lorsque celui-ci est interviewé sur les ondes de la CBC, et que « Reggie » Chartrand, ce bouillant Chevalier de l'Indépendance, affirme dans un même souffle sa fierté d'être Canadien (-français) et sa renonciation du Canada en faveur d'un Québec « Libre ». Comment peut-on, à la fois, être Canadien et renoncer au Canada ?

Les habitants du Québec sont-ils Québécois ou Canadiens de langue française ? S'ils sont Canadiens, comment peuvent-ils nier que le Canada soit leur pays en réclamant l'indépendance de leur « province » ? Car c'est bien d'une province qu'il s'agit pour les Canadiens, qu'ils soient français ou anglais. Un pays est le territoire clairement délimité d'une nation. Le Canada étant le pays des Canadiens, un Québec indépendant ne peut être le pays des ressortissants étrangers que seraient ces mêmes Canadiens.

Tant que les Québécois n'auront pas pris collectivement conscience de leur identité, ils s'acharneront à revendiquer leurs droits

auprès d'un gouvernement qui n'est pas le leur et qui, à son tour, les a toujours traités en étrangers, ou plutôt en vaincus tolérés, parce qu'en instance d'assimilation. La frustration chronique qui tenaille la plupart de ceux qui se croient *Canadiens-français* ne provient que de leur insatisfaction d'une identité qui n'est pas conforme à leurs aspirations. Ils constatent les injustices à leur égard, ils sont conscients de la discrimination qui s'exerce envers eux, et il en sont d'autant plus irrités qu'ils ne réalisent pas que la situation est normale. Il n'y a pas d'injustice de la part d'Ottawa, il n'y a de la part des gens du Québec qu'une naïveté qui les empêche de voir qu'un Canadien-français est un colonisé et qu'un Québécois est un homme libre.

signification du mot "canadien"

Lorsque Jean Palardy publia le résultat de ses recherches sur nos meubles anciens, oeuvre d'ailleurs remarquable, il l'intitula MEUBLES ANCIENS DU CANADA-FRANÇAIS. Dans les premières pages de ce volume, une carte géographique nous indique la provenance des pièces illustrées dans cet ouvrage. Or, un simple coup d'oeil nous permet de constater que le Canada-français ne déborde pas les frontières du Québec.

En soumettant cette constatation à une certaine rigueur de logique, une question nous vient à l'esprit. Comment des meubles fortement influencés par les styles français de l'époque, conçus et exécutés par des artisans du Québec, dans les limites géographiques du Québec, peuvent-ils être canadiens, alors que le Canada est un pays unilingue anglais, dont l'histoire et la culture, si culture il y a, ne remontent qu'à la conquête, tout en étant intégralement différents des nôtres ? Il est vrai que monsieur Palardy est français de naissance et que sa sensibilité nationaliste en ce qui a trait au Québec, ne dépasse peut-être pas encore l'appréciation de nos vieux meubles. Nous serions d'ailleurs très malvenus de lui en vouloir pour une méprise que beaucoup de « Canadiens-français » auraient faite sans sourciller et avec beaucoup moins d'excuses. Il est cependant gênant de penser que des meubles qui sont absolument étrangers à la Colombie-Britannique ou au Manitoba, et qui sont à peine répandus dans les provinces

limitrophes, et cela uniquement à cause du débordement de notre population sur leur territoire, puisse être considérés comme canadiens. Nos chaises à la capucine ne sont pas plus canadiennes que les chansons de Gilles Vigneault.

Par contre, lorsque monsieur Ramsay Traquair, éminent professeur d'architecture à l'université McGill publia une étude sur l'architecture du début de la colonie au Québec, il lui choisit comme titre, *THE OLD ARCHITECTURE OF QUEBEC*. Levons notre chapeau à M. Traquair, et remercions-le de nous reconnaître différents de la population canadienne à laquelle il n'a pas songé à associer notre vieille architecture. M. Traquair connaît la différence entre le Québec et le Canada, et donne ainsi un exemple que la majorité des Québécois pourrait prendre à profit.

Les Québécois qui entretiennent encore des doutes quant à la nécessité devant laquelle ils se trouvent de prendre conscience de leur identité, seraient probablement aidés dans leur prise de conscience en ouvrant un dictionnaire Quillet au mot « Canada ». Ils apprendraient que « les quelques milliers de Français qui se sont établis au XVII et au XVIII siècle sur les rives du Saint-Laurent, se sont multipliés, et (que) 4,319,000 *Canadiens* parlent aujourd'hui notre langue ». Pour Quillet comme pour le monde entier, un Canadien est un habitant du Canada, comme il se doit d'ailleurs, et que la distinction faite par les « Canadiens-français » qui se veulent différents des autres Canadiens n'existe que pour eux. Pour l'étranger, le fait français au Canada est simplement un phénomène sociologique, une curiosité. Là s'arrête son intérêt et sa connaissance de ces gens qui se veulent différents, mais qui refusent d'affirmer leur identité de façon catégorique en laissant les dictionnaires dire d'eux qu'ils sont des « Canadiens qui parlent encore le français ». Encore, mais pour combien de temps. Car le Canada est un pays de langue anglaise où, pour des raisons qui tiennent plus de la diplomatie que d'un souci de justice sociale, l'usage de la langue française est encore officiellement toléré. Que personne ne soit dupe de l'attitude d'Ottawa ces récentes années. Sa tactique n'est autre que celle du pêcheur qui donne de la corde au poisson, permettant à celui-ci de s'épuiser en vains ébats.

Ce n'est pas une bataille que nous avons perdue sur les plaines d'Abraham. C'est notre identité. N'est-il pas temps que cesse

un malentendu qui dure depuis deux siècles. Car depuis 1759, le traité de Paris de 1763 ne faisant qu'entériner la victoire de Wolfe, ceux qui jusque là avaient été les Canadiens, n'étaient plus qu'un peuple en instance d'assimilation. Pendant deux cents ans, ils nièrent la défaite qu'ils avaient subie en s'accrochant à leur nom de Canadiens, et la plus subtile ruse du conquérant fut de laisser croire que l'Acte de 1867 était une alliance entre deux peuples fondateurs plutôt qu'une loi imposée au vaincu par le vainqueur afin de mieux l'assimiler.

Les effets de la ruse continuent de se faire sentir de plus bel, et la confusion autour de l'identité des Québécois est en réalité le seul obstacle véritable qui arrête les indépendantistes. Et aujourd'hui, à des gens qui se croient Canadiens, mais sans autre pays que le Québec, on demande d'abandonner un Canada qu'ils croient encore leur, avant de leur avoir démontré qu'à moins de renier leur langue et d'accepter de s'intégrer aux Canadiens, qu'ils ne sont pas, ils ne seront jamais plus Canadiens. Que nous avons tous cessé d'être Canadiens dès que l'Angleterre, en 1759, s'empara de nos terres avec l'intention de s'y installer en permanence, non pas en nous imposant arrogamment sa langue et sa nationalité, mais avec une malicieuse subtilité, en tentant de nous noyer discrètement dans un flot de nouveaux Canadiens parlant anglais. Notre identité de Canadiens aurait encore fière allure si elle avait conservé ses qualités d'avant 1759. Mais, usurpée, galvaudée, elle n'a plus aujourd'hui que le reflet terne et décrépit d'un pays qui s'effrite pour avoir été bâti sur une imposture.

L'attitude d'un bon nombre de Québécois provient de l'ignorance de leur situation réelle au sein de l'organisation politique canadienne. Le Québécois moyen apprécie sa situation à l'aide de sentiments, je devrais plutôt dire de ressentiments séculaires qui lui tiennent lieu de connaissances politiques. Il croit confusément en un Canada où l'anglais est un intrus. Ce sentiment était celui de nos ancêtres refusant d'admettre leur défaite. Il est le « Canayen », ils sont les « Anglais », bien que maintenant ce terme d'« Anglais » ne désigne plus que la langue parlée par les « autres », tous les autres qui ne parlent pas français, les intrus. Il n'est pas convaincu que le Canada soit un pays anglophone, et s'il lui arrive de voyager et d'éprouver ce sentiment d'être un étranger au Cana-

da-(anglais), il se contentera de maugréer à son retour, et de déclarer que les « Anglais » devraient apprendre le français, sans oser regarder la vérité en face et constater qu'en dehors des frontières du Québec, l'intrus, c'est lui.

Il chante « O Canada » convaincu que c'est l'hymne national, ignorant que cet hymne à sa naïveté est à peine connu dans sa mélodie en dehors du Québec, et que les paroles qui le composent constituent exclusivement le panégyrique des « Canadiens-français ». Et il s'étonne que ceux qui ne sont pas « nés d'une race fière », la race française évidemment, « près du fleuve géant », ce qui exclut tous ceux vivant à l'ouest de la source du Saint-Laurent et à l'est du Golfe, refusent de chanter cet affront à leur qualité de vrais Canadiens, que des Québécois agressifs veulent leur imposer.

Mon intention, en esquissant ce portrait du Québécois moyen, était de démontrer par opposition, la différence entre lui et un Canadian, et de faire ainsi ressortir la véritable signification du mot « Canadien ». Cependant, il ressort de ce portrait une certaine attitude négative de la part de nos compatriotes. Cette attitude ne trahirait-elle pas au fond, un refus qui lui a permis de résister pendant deux siècles, mais qui aujourd'hui, lui donne l'air d'une autruche s'enfouissant la tête dans le sable, rendant ainsi son postérieur très vulnérable ? Son emploi systématique du terme « Canadien-français » ou « Canayen » en opposition à celui d'« Anglais » au lieu de « Canadien-anglais » ne serait-il pas la manifestation du refus d'accepter l'imposture que constitue l'identité des Canadiens ? Attitude négative bien futile et essentiellement émotive, qui voudrait nier la légalité de l'identité de la nation canadienne (anglaise) plutôt que de reconnaître que ce sont eux, les Canadiens, et que nous ne sommes pas autre chose que des Québécois qui tardent à prendre conscience de leur véritable identité.

le québécois face au sevrage

Toujours dans l'optique de l'influence de l'émotivité sur le comportement des individus, je me demande si les chefs indépendantistes, ces anciens « séparatistes » de la première heure, se sont interrogés sur les répercussions de l'emploi du mot « Séparatisme » sur les timorés, les insécures.

Examinons d'abord l'évolution qui conditionna psychologiquement les Québécois.

Je crois que nous serons tous d'accord pour reconnaître que deux siècles de colonialisme et de tutelle cléricale, n'ont pu qu'engendrer chez la majorité de nos compatriotes une attitude servile, défaitiste, un sentiment d'impuissance qui correspondrait à une castration morale. Celle-ci entraîne à son tour une passivité, une dépendance morale, qui se manifestent par un sentiment d'insécurité qui porte à rechercher des valeurs sûres au dépend même de ses aspirations légitimes. Vaincus tolérés, notre crainte de perdre ce statut inférieur nous retient dans nos aspirations d'une indépendance, dans le contexte de laquelle nous devrions reprendre des responsabilités que, pendant deux siècles de résistance passive, nous avons perdu l'habitude d'assumer.

Les hommes du Québec furent d'abord vaincus sur les plaines d'Abraham. Conquis militairement, humiliés dans leur fierté d'homme, ils furent ensuite asservis par le capitalisme anglo-saxon. Primaires mais civilisés, ils étaient trop conscients de leur état de servitude pour se leurrer sur leur véritable condition par des artifices comme ceux qui ont cours dans certaines tribus africaines, où la fierté de l'homme se manifeste par un symbole de virilité, un fourreau à pénis qui maintient constamment celui-ci en position d'érection, comportement primitif qui illustre cependant cette conviction naturelle et infuse, que la force, la fierté et même la vitalité de l'homme sont tributaires de sa virilité. Un individu humilié est moralement châtré. Lorsque cet état d'asservissement humiliant se prolonge pendant deux cents ans, il en résulte une névrose collective qui constitue une écarille dont on se dépare difficilement.

Les conditions qui prévalaient dans les affaires, l'industrie et le commerce, c'est-à-dire la domination financière anglo-saxonne qui imposait simultanément celle de la langue anglaise, reléguait définitivement nos vaincus francophones au rang de porteurs d'eau et compléta leur asservissement. La situation n'a pas tellement changé, compte tenu de l'évolution des temps, et nombreuses sont encore les industries où le Québécois ne peut espérer d'avancement sans la connaissance de l'anglais, sans parler de la moyenne de salaire inférieure à la moyenne du Canada. Descendants de

vaincus, les prolétaires exploités du Québec sont moralement castrés depuis deux siècles, et leur attitude notoirement servile ne pouvait qu'avoir des répercussions à tous les échelons sociaux. Alors que le vingtième siècle mécanisé transforme les ouvriers en anonymes matricules et les réduit à l'état de robots dépersonnalisés, le prolétaire québécois voit sa situation empirer par sa servitude à la langue anglaise. D'ouvrier-robot qu'il est, il passe systématiquement au deuxième rang après l'ouvrier de langue anglaise. Comment un homme traité en non-entité à l'usine peut-il garder le respect de soi, la confiance en sa virilité, qui lui permettra d'éprouver le sentiment d'être un homme, au travail comme à l'extérieur, et un maître dans son foyer. Un homme humilié publiquement perd la face devant sa propre famille. Mais terrassé par la conquête, on ne lui donna jamais la chance de récupérer. Asservi par les lois anglaises, par le capital anglais en même temps que desservi par son farouche entêtement à ne point se laisser assimiler, la passivité de sa résistance et l'état de sevrage dans lequel il était maintenu eurent tôt fait de le transformer en castrat.

Ce genre d'individus dépourvus d'attributs virils n'étant pas particulièrement remarquables par leur audace et leur initiative, les femmes en vinrent à assumer de plus en plus de responsabilités, et le matriarcat qui prévaut encore aujourd'hui s'installa petit à petit. Une robe se confondant facilement avec une autre robe, le matriarcat approfondit son emprise par la participation d'une autre femme, notre mère l'Eglise, qui par l'entremise d'un clergé paternaliste, prêcha pour sa propre paroisse en recommandant à ses ouailles la résignation et le respect de l'autorité établie, même par les armes. Un pacte d'alliance entre l'Angleterre et le clergé du Québec n'aurait pas donné de meilleurs résultats.

Les mères prenant les rênes de la famille, notre mère l'Eglise emboitant le pas dans l'entreprise de mise en tutelle des pauvres vaincus, une autre mère se joint aux précédentes pour compléter le tableau. En réalité, mon énumération ne tient pas compte des causalités du phénomène de dévirilisation, car la troisième venue est probablement celle qui en constitue le facteur primordial. Cette femme dont il est question, fait, dans le contexte historique qui nous intéresse, figure de femme vaine et frivole qui, sans vouloir

l'inculper de tous les torts, n'en mérite pas moins sa part de responsabilités. Cette frivole coquette, cette demi-mondaine de l'époque, n'est nulle autre que la mère-patrie.

Chiens perdus sans collier d'une maîtresse irresponsable, les Néo-Français abandonnés à leur sort auraient dû normalement s'indigner du sort que la mère-patrie leur faisait subir. Mais on ne transforme pas aussi facilement l'amour maternel en haine sans que la culpabilité se manifeste. L'indignation qui devint aussitôt de l'hostilité dans le coeur des vaincus délaissés, pouvait difficilement être dirigée contre la mère-patrie, ce pays qu'ils aimaient tant et avec lequel ils avaient encore tellement de liens profonds. Un flot bouillonnant d'amertume, de désillusion, de haine, s'agitait en eux et se devait de s'extérioriser pour les soulager. Comme il se produit dans pareil cas, l'objet de l'agressivité dont la manifestation entraînerait trop de culpabilité, est sublimé afin d'être mis hors d'atteinte. La soupape devant malgré tout s'ouvrir sous la pression, le premier bouc émissaire venu servira d'exutoire sans que le responsable ne s'en ressente culpabilisé. Les Canadiens de l'époque furent d'autant plus marqués par l'abandon de la France qu'ils n'avaient pas encore atteint leur maturité comme nation. Le temps n'était pas encore venu pour eux d'être sevrés, et leur sensibilité était celle d'un enfant qui dépend encore de sa mère.

Il leur fut donc tout naturel de diriger leur haine vers le vainqueur des plaines d'Abraham, plutôt que vers cette mère-patrie responsable de leur situation mais pour laquelle les liens filiaux étaient encore trop profonds pour pouvoir sciemment la blâmer sans remords. Il était d'ailleurs tellement plus facile de pardonner l'irresponsabilité de la frivole et royale tutrice dont l'éloignement fardait les déficiences, laissant à la sentimentalité le soin de ne retenir que ses charmes maternels, et tellement plus aisé de détester un vainqueur fatalement détestable, dont la proximité offrait l'exutoire recherché afin de se libérer de la rancœur et de la haine accumulées comme résultat de leur humiliante situation.

Nous parvenons maintenant au noeud du problème émotif. Dans les années qui suivirent la conquête de 1759, la nation canadienne était principalement constituée de colons et d'anciens militaires, presque tous illettrés, intellectuellement et moralement dépendants des notables dont la majorité avait regagné la France,

laissés sans défense par ceux-ci qui avaient été jusque-là leur classe dirigeante, humiliés par la défaite, abattus par l'abandon de la France qui constitua le sevrage brutal d'une mère-patrie dont le support, à défaut d'une élite qui avait déserté, aurait fourni le soutien moral nécessaire à ce petit peuple. L'abattement qui en résulta, entraîna les conséquences décrites précédemment, conséquences que nous subissons encore. Dans le contexte actuel de la lutte pour l'indépendance, la nation québécoise fait face, pour la deuxième fois en deux cents ans, et nous serons tous d'accord pour reconnaître que deux siècles comptent pour bien peu dans la vie d'une nation, à la possibilité de perdre sa mère-patrie. Tous les gens qui souffrent d'insécurité, et les psychiatres vous diront qu'ils sont légions, peuvent-ils faire face sans appréhension au nouveau sevrage que représenterait le retrait du Québec du Canada. Que cette insécurité soit l'héritage moral légué par nos ancêtres ou simplement l'effet d'un conflit personnel, il n'en demeure pas moins que *l'insécure* préfère les valeurs sûres, même périmées, aux valeurs nouvelles constituant des risques. *L'insécure* recherche la protection et la chaleur du giron maternel. Son choix ira spontanément aux régimes paternalistes qui le traiteront comme l'enfant qu'il est demeuré moralement, comme la nation-enfant que nous étions au moment du sevrage de 1759.

Il y eu deux cents ans en 1959, les Canadiens d'alors ont tout perdu. Ne serait-il pas permis de croire que dans leur esprit qui revit en nous, leurs craintes et leurs appréhensions se manifestent toujours, et que les Québécois qui craignent la rupture du cordon ombilical, ne soient au fond que les derniers dépositaires de l'héritage spirituel d'un peuple-enfant, qu'un sevrage prématuré a traumatisé jusque dans ses générations futures. Séparatisme est un synonyme direct de sevrage et tout enfant, à moins d'être révolté, retarde le plus possible l'instant de la séparation d'avec sa mère. En constatant le nombre d'électeurs qui ont voté pour Caouette en 1962 comme « dernier recours » et le nombre de Québécois qui ont appuyé un Diefenbaker « intégrationniste » aux dernières élections fédérales, il est normal de douter de la maturité politique d'une grande partie de notre population et tout aussi naturel de croire qu'à cause de son immaturité, ce secteur de la population appréhende une indépendance au sein de laquelle il

devrait assumer seul ses responsabilités, sans chercher à s'appuyer sur un charlatan ou un croque-mitaine travesti en bergère.

L'accent des premières revendications séparatistes a effrayé trop de Québécois pour que les indépendantistes ne cherchent pas à combler aujourd'hui, par des manoeuvres plus subtiles, le fossé qu'ils ont creusé entre eux-mêmes et les Québécois qu'ils avaient pour mission de rallier à leur cause. Bien qu'il soit indéniable que les indépendantistes sont les grands responsables du déblocage nationaliste qui s'est produit au sein de nos sociétés nationales, de nos politiciens et de notre société en général, il n'en demeure pas moins que la violence et l'acrimonie de leurs revendications a eu pour double effet de provoquer la prise de conscience d'une minorité plus sensibilisée tout en effrayant cette grande partie de la population qui craint, par habitude, par atavisme, mais dont le caractère timoré est d'autant plus tenace qu'il est inconscient.

implication historique et juridique

Si nous sommes, de par nos origines, historiquement les seuls authentiques Canadiens, il est malheureusement irréfutable qu'aujourd'hui, les usurpateurs de cette identité la partagent avec nous et qu'ils sont juridiquement des Canadiens à part entière. Ils sont d'autant plus canadiens qu'après la conquête, l'évolution adroitement dirigée par les conquérants, fit du Canada un pays unilingue anglais de fait, et qu'aujourd'hui ce sont les « Canadiens-français » qui font figure d'imposteurs dans un pays auquel ils ont refusé de s'intégrer. D'ailleurs les « Canadiens-français » et les « Canadiens-anglais » n'existent que dans l'esprit de ceux qui n'ont pas encore réalisé l'imposture que constitue cette dualité nationale. Les habitants du Canada sont les Canadiens et ceux du Québec, les Québécois.

Cette situation constitue un état de chose légalement et historiquement irréversible. L'histoire ne s'écrit pas en corrigeant dans les manuels les faits qui nous déplaisent, mais en posant des actes qui s'inscriront en appendice aux premiers, et ce, dans les mêmes manuels.

Le jour viendra où les livres d'Histoire du Québec apprendront à notre progéniture que le pays s'appela tour à tour, Nou-

velle-France et Canada avant de s'affirmer définitivement comme pays indépendant. A une identité de Canadiens-français vaincus, nous aurons alors substitué celle de Québécois indépendants et fiers.

Mais en attendant ce jour glorieux, le trajet sera long des limbes de la résistance passive au nirvana de la lucidité engendré par la prise de conscience nationale.

Il est toujours douloureux de quitter l'éden des illusions enfantines et d'entrer de plein pied dans la brutale réalité du monde des adultes. Que La Vérendrye ait découvert les Rocheuses ne change rien au fait qu'aujourd'hui, des milliers de Canadiens d'origines ukrainienne et allemande vivent dans leur ombre après avoir choisi la langue anglaise et le Canada comme pays d'adoption, et que nous n'avons juridiquement aucun moyen de contester leur prétention au titre de Canadiens.

Pour les pragmatiques Canadiens qui constituent l'Establishment, seuls les faits comptent. Pour eux, les faits historiques ne sont que des histoires, et les droits et privilèges des individus et des nations dépendent exclusivement de valeurs concrètes telles le contrôle économique et politique. Ils possèdent le pouvoir, ils contrôlent la finance, et entendent conserver leur poste de commande à tout prix. Aux revendications basées sur des raisons historiques de la part d'un peuple qu'ils ont asservi et qu'ils désirent conserver en tutelle, on répond par la bouche démagogique d'un Mike Pearson qui temporise en appliquant des cataplasme, pendant que le haut fonctionnarisme à la solde du même Establishment continue à administrer le Canada comme son domaine exclusif qu'il est en réalité.

Certaines âmes sentimentales taxent de cynisme les réalistes qui osent regarder la situation objectivement. Prônant des théories qui prévalaient du temps de Bourassa, ils refusent aveuglément d'envisager l'avenir de la nation en fonction des siècles de brimades que nous avons connus. Dans d'autres domaines, ils avoueront candidement que le passé est garant de l'avenir, que les individus sont jugés sur leurs actions passées, mais ils s'objecteront avec entêtement à appliquer la même logique dans leur jugement sur la situation des Québécois au Canada. Pour ces autruches aux réflexes de tortues, la justification de l'illogisme de leur attitude ne

peut se trouver ailleurs que dans l'irrationalité de la motivation émotive, et leur névrotique besoin de croire qu'un passé colonial accouchera spontanément d'un avenir de liberté et d'autonomie, démontre clairement leur crainte d'assumer les responsabilités qu'entraînerait une optique lucide sur notre véritable situation nationale. Quelle stupidité peut permettre de croire aux Québécois, après avoir été pendant cent ans les parias de la Confédération, que l'an 1968 transformera les loups en moutons, les bandits en bergères, les fédéralistes en bons apôtres et que s'ouvrira devant eux un deuxième siècle de vie commune avec les Canadiens sous le signe, cette fois de la bonne entente, du respect et de la justice ? Un sain réalisme ne peut que nous inciter à considérer les conditions qui prévalent depuis si longtemps comme les augures des temps à venir, et par conséquent, à envisager l'avenir en fonction de nos aspirations avant que l'insidieux poison « bon-ententiste » ait endormi nos réflexes de défense.

Prendre conscience de nous-mêmes, de notre identité, de notre pays et de ses frontières. Réaliser une fois pour toutes que nous avons un pays bien à nous et dont nous avons encore à prendre possession. Cessons de rêver à un Canada d'un océan à l'autre qui ne nous appartient pas, pour concentrer nos efforts sur un Québec qui est nôtre. Pour ceux qui auraient tendance à revendiquer un pays plus grand que le Québec actuel (nous n'admettons pas cependant le cadeau aux Terreneuviens que le parlement britannique fit du Labrador) il serait bon de se souvenir que les pays africains n'existent pas en fonction de leur passé ancestral et de leurs origines tribales, mais en fonction des anciennes frontières coloniales qui leur furent imposées. Acceptons nos frontières, récupérons le Labrador et d'une province « pas comme les autres » faisons notre pays.

Poursuivre plus longtemps les revendications ne fait que confirmer notre dépendance envers Ottawa et équivaut en quelque sorte à une réclamation de notre statut de Canadiens. Or, il importe pour ceux qui insistent pour réclamer ce statut ambiguë, de réaliser qu'un Canadien est en réalité un Canadien et qu'il ne peut assumer pleinement ce titre qu'en acceptant de s'identifier à cette nation constituée de tous les éléments autres que les Qué-

becois, et qu'en refutant à l'unisson avec les néo-Canadiens d'origines diverses, les prérogatives que les Québécois auraient dû posséder au sein de la Confédération Canadienne.

perspective d'avenir

Dans un de ses éditoriaux, un de nos vieux journalistes s'écriait « emparons-nous du Canada ». Comment ne pas s'esclaffer devant pareille énormité. Quand, malgré les luttes indépendantistes, les bombes, les déclarations de ministres en faveur de l'unilinguisme, un montréalais peut difficilement se faire servir en français dans certains magasins de sa ville, comment, lorsque l'on considère tout le chemin à parcourir avant de devenir « maîtres chez nous », peut-on envisager prendre pacifiquement possession d'un pays où nous sommes hostilement considérés tant que nous insistons à parler français, et dont nous ne parvenons même pas à enrayer l'influence à l'intérieur de nos propres frontières. Je me suis permis de citer cette déclaration pour démontrer que cet anachronique gazetier reflète la mentalité d'une certaine portion de la population qui, versant dans un sentimentalisme sirupeux, déplore devoir renoncer au Canada pour donner suite à leurs revendications nationalistes. « Emparons-nous du Canada plutôt que de l'abandonner » disent-ils. Comment peut-on, en toute bonne foi se permettre un tel étalage de guimauve intellectuelle ?

Le Canada a été conquis par l'Angleterre il y a deux cents ans. Depuis ce temps, nous n'avons plus aucun contrôle sur les destinées de ce pays qui n'est pas celui de la nation de culture française que nous sommes, malgré que le jeu de la « démocratie britannique » ait été de nous laisser croire en cette liberté de nous diriger nous-mêmes par l'entremise de représentants « démocratiquement élus par le peuple. Il n'y a donc plus de Canada à perdre, mais un Québec à reprendre et une identité à acquérir. Que nous devenions éventuellement « Québécois » ou « Québécois », peu importe. La langue évolue par l'usage que l'on en fait, et les vocables s'imposent de la même façon. L'important est de se sentir identifié et de sortir de ce cercle vicieux auquel il est d'autant plus difficile d'échapper que nous sommes tiraillés entre une identité historiquement valable et émotivement ressentie,

et une identité légale dont nous avons à dépendre quotidiennement, mais qui ne correspond en rien à notre réalité nationale de Québécois. Cette identité de Canadiens nous colle à la peau comme le nom d'un personnage de théâtre trop longtemps interprété et qui finit par se substituer au nom de son interprète, comme un postiche que l'habitude nous a fait accepter au point que nous ne reconnaitrions plus notre vrai visage si nous l'enlevions.

Ayant tenté de démontrer, dans les pages précédentes, que l'identité nationale et, par extension, les convictions politiques du peuple puisent leur motivation dans la vie affective des hommes, individuellement et collectivement, j'espère avoir été suffisamment explicite pour me permettre de conclure qu'aussi longtemps que la majorité des Québécois n'auront pas été amenés à réaliser, à ressentir jusque dans leurs tripes, qu'ils ne sont pas autre chose que des Québécois, la marche vers l'indépendance se fera à un rythme ralenti. Tant que le mot « canadien », ou plutôt, « canayen », sera prononcé par réflexe dans son sens exclusif qui ignore les « autres », il reflétera le sentiment inconscient, et par conséquent véritable de la population. Car tel que l'a démontré la psychanalyse, le lapsus, ce réflexe de l'inconscient, constitue un des phénomènes les plus révélateurs de la condition émotive réelle de l'individu. Se dire Canadien tout en pensant et en agissant en Québécois, constitue un lapsus assez révélateur de troubles d'identité, auxquels ce travail espère, en toute modestie, pouvoir apporter une esquisse de solution.

Il n'entre pas dans les cadres de cet essai de faire intervenir les facteurs essentiellement politiques de l'accession à l'indépendance. Que René Levesque ait proposé de récupérer certains pouvoirs fiscaux d'Ottawa, que Pierre Laporte ait proposé la priorité du français au Québec et que Eric Kierans ait démontré à des hommes d'affaires de langue anglaise la nécessité pour l'ouvrier québécois de pouvoir travailler dans sa langue, ne change en rien la nécessité pour les Québécois de devenir conscients de leur identité nationale et des responsabilités qui en découlent. Que nos ministériels soient en train de poser des gestes qui constituent les étapes préliminaires vitales de l'accession à l'indépendance, c'est aux Québécois qu'il incombe d'imposer le français et de faire leur indépendance, par leur volonté et leur attitude; pas en quémandant, mais en imposant.

Par contre, une certaine dose de maturité est requise pour parvenir à s'imposer, et celle-ci s'acquiert par la prise de conscience de soi, avec tout ce que cela comporte de complexes, de faiblesses et de qualités. Un peuple, tout comme un individu, conscient de ce qu'il est, pourra corriger ses lacunes et développer ses talents. Il commencera alors à vivre par lui-même, sûr de lui, dédaignant le paternalisme et pourra enfin s'affirmer sans agressivité excessive et sans acrimonie. Les préjugés, ce rempart des déshérités et des timorés disparaîtront, permettant alors au nouveau Québec de naître au monde. Car le Québec de demain, celui dont nous ne sommes aujourd'hui que l'embryon, se devra d'être un pays ouvert sur le monde, un pays où l'esprit de clocher et la xénophobie feront place à une universalité nous permettant d'accueillir en nos rangs, tous les parlants français désireux de faire leur pays du Québec. L'avenir du Québec réside dans sa disponibilité à devenir le « melting pot » français de l'Amérique. Non seulement le « melting pot » de ceux qui parlent déjà le français, mais de tous ceux qui voudront le parler, en incluant particulièrement au premier rang, nos indiens et nos esquimaux. Si les « anciens Canadiens » constituent le noyau de la nation québécoise tout comme les gaullois le furent pour la France, il faudra éviter l'embûche du racisme et accepter, sinon rechercher l'enrichissement que constituera l'apport d'éléments ethniques diversifiés. Un des problèmes majeurs actuels est, qu'en plus de n'avoir aucun contrôle sur l'immigration, et par conséquent n'étant pas en mesure d'encourager la venue d'immigrés de langue française, la très grande majorité de ceux qui s'installent au Québec, le font avec la conviction de s'établir au Canada et avec le désir de devenir Canadiens. Bien que certains d'entre eux se rallient éventuellement à l'idéal indépendantiste, l'absence d'une affirmation d'identité distincte de la part des Québécois, ne fait qu'amplifier l'ambiguïté du statut des nouveaux arrivants et retarde leur adhésion à une cause qu'ils auraient intérêt à épouser.

Lorsque le peuple québécois aura atteint cette maturité qui se manifeste par l'accession à la conscience de son identité, rien ne pourra plus entraver sa marche vers l'indépendance. Il est à noter cependant que la prise de conscience qui se fait généralement au rythme de l'évolution normale, est très souvent hâtée par l'imminence d'une échéance ou d'un danger. A preuve, ce jeune

franco-Manitobain qui, lors d'une interview à l'émission « Aujourd'hui » à l'antenne du canal 2 de Radio-Canada, révéla que devant la menace d'assimilation, plusieurs jeunes Canadiens-français du Manitoba se disaient maintenant « Québécois ». N'est-il pas étrange que l'identité de Québécois commence à s'affirmer hors du Québec ? Puisse cette manifestation de lucidité servir de leçon à nos autruches québécoises. Cette démonstration de solidarité envers le peuple québécois de la part de gens qui, contre toute espérance sont voués à l'assimilation, souligne la responsabilité des Québécois envers leurs compatriotes exilés, et, par conséquent, la nécessité pour le Québec d'accéder à l'indépendance le plus tôt possible. Actuellement, les Canadiens-français de l'ouest doivent compter sur la justice de provinces anglophones et sur celle, diplomatiquement ambiguë du fédéral, pour obtenir un traitement auquel ils devraient avoir droit en vertu de la croyance en cette imposture que constitue un Canada soi-disant bilingue. Ces gens avaient émigré vers l'ouest à une époque où Bourassa préconisait un pays bilingue, croyant sincèrement dans la possibilité d'un Canada où les « Canadiens-français » pourraient vivre en français tout en étant respectés. Les faits eurent tôt fait de démasquer la supercherie, et aujourd'hui, ils se voient trahis par la législation même de laquelle ils espéraient recevoir protection. Mais, advenant l'indépendance de leur province d'origine, ne leur serait-il pas possible de se réclamer de leurs ascendances québécoises pour prétendre à une nouvelle nationalité et dépendre alors sur la protection de l'ambassade québécoise à Ottawa. Certes, le statut de Québécois émigrés au Canada ne leur vaudrait aucun régime préférentiel, mais il aurait pour avantage de dissiper un malentendu en leur faisant réaliser que, s'étant mis eux-mêmes dans une situation délicate, ils n'avaient plus à compter que sur eux et sur leur pays d'origine et non plus sur le gouvernement d'un pays étranger qui les a toujours traités, et qui continuera de le faire, sur un pied d'égalité à tous les autres émigrés.

Lorsque la mystification d'un Canada bilingue aura été éventée, lorsque tous les malentendus auront été dissipés, lorsque les Québécois auront, par leur lucidité, rétabli les faits qui éclairciront leur situation et mis en lumière leur véritable identité, le terme « Canadiens-français » aura pris son vrai sens : il ne désignera plus que les parlants français demeurant dans un Canada définitivement unilingue et exclusivement anglais.

maturation-express

Il en est des hommes comme des fruits. Si la maturité s'obtient généralement par un processus normal et prédéterminé, ce processus peut être hâté de nombreuses méthodes. La maturation artificielle des fruits se pratique depuis longtemps, et les humains possèdent maintenant une méthode qui, malgré sa complexité et son coût prohibitif, a prouvé sa capacité à provoquer la prise de conscience qui débouche éventuellement sur le domaine si restreint de la maturité.

Thérapie complexe qui tient plus de l'art que de la science tant elle requiert de sensibilité, d'intelligence, de doigté et de jugement, la psychanalyse fait accéder l'individu à la maturité en provoquant la prise de conscience des traumatismes qui l'empêcheraient d'y arriver normalement. Par un long et pénible processus, les émotions traumatisantes sont vécues et revécues, jusqu'à ce que, les émotions s'émoussant à la longue, elles perdent finalement leur caractère nocif. Débarrassé de conflits qui entravaient son équilibre psychologique, le patient atteint alors un état d'objectivité et de lucidité qui ne se serait manifesté que beaucoup plus tard sans le recours à la psychanalyse.

Malheureusement, il n'existe pas de psychanalyse à l'échelle nationale. Cependant, l'application de techniques publicitaires connues, pourrait, par une habile coordination, produire les effets d'une psychothérapie très efficace et amener à brève échéance, la nation québécoise à une prise de conscience collective essentielle à son épanouissement et à son indépendance.

Ayant tenté de démontrer que l'indépendance est affaire de maturité émotionnelle collective, j'espère que le lecteur ne s'attendra pas à me voir proposer, en conclusion, des solutions s'adressant à la raison, à l'intelligence ou à la bonne volonté des Québécois. Raisonne-t-on un amoureux ou un désespéré ? Parle-t-on de raison et de bon sens à un homme en colère ou à une femme hystérique ?

Les solutions que je préconise sont plutôt de nature à constituer un traitement-choc. La douche glacée est plus efficace

pour réveiller un peuple ankylosé que les discours qui, à la longue, finissent par ressembler aux stupéfiants sermons dominicaux. Certains y verront peut-être l'embryon d'un programme de propagande primaire, ou les éléments d'une endoctrination démagogique. Que ceux qui seraient tentés de porter ces jugements se souviennent de l'endoctrination religieuse à laquelle nous avons été soumis dès notre plus tendre enfance, de la servilité et de l'à-plat-ventrisme qui en sont résultés, et réfléchissent sur le principe de la vaccination qui guérit par l'utilisation du germe même de l'infection à circonscrire. Au lavage de cerveau à base de doctrines négatives qui nous furent servies en guise d'éducation et qui engendrèrent crainte, passivité et inaction, seule une endoctrination d'éléments positifs peut remédier. Cette endoctrination positive ne peut être dispensée sur une large échelle que par une propagande soigneusement préparée. Ce traitement-choc se fera par l'utilisation du principe d'association d'idées, laquelle association sera systématiquement provoquée par la nature, évidente de simplicité, des exemples présentés. Les campagnes électorales de 1960 et 1963 peuvent servir de base avec les slogans, caouettiste au fédéral et libéral au provincial, par la correspondance émotive de ceux-ci avec le sentiment de la population. Toute la publicité moderne est basée sur l'association d'idées (doutez-vous du succès de la céréale Tintin auprès des enfants) et les techniques que je préconise n'ont d'autre but que d'amener le Québécois moyen, donc la majorité de la population, à associer ses sentiments nationalistes à la réalité politique québécoise par des moyens dont la simplicité éliminera toute possibilité d'équivoque. Les principes élaborés sont voués à l'interprétation de tous, alors que les exemples généralement fournis par la publicité sont d'une évidence toute désarmante de par leur conception factuelle. J'ai la conviction que l'utilisation des techniques publicitaires modernes, savamment dosées d'habile propagande, peuvent provoquer l'éveil d'une population et hâter la prise de conscience de son identité, à condition que leur application soit faite à la lumière des principes précédemment énoncés dans cet essai.

Cependant, au lieu d'élaborer la très complexe structure d'une propagande dont les manifestations s'étendraient aux domaines les plus divers et les plus insoupçonnés, tâche qui devrait de toute façon s'accomplir à huis clos, j'entreprendrai plutôt une analyse

sommaire de l'action indépendantiste des dernières années, soulignant ses lacunes et proposant des solutions en accord avec les idées émises jusqu'ici.

Le fait le plus remarquable est d'abord la dissension flagrante qui se manifestait originalement par une opposition entre les différents groupes, opposition qui s'est par la suite transposée sur le plan des régions, après que le RIN eut réussi à assimiler les autres mouvements. Cela tient probablement du fait que nos indépendantistes souffrent de « messianite » aiguë. Tous ces libérateurs en puissance dont les revendications sont étayées par les principes fondamentaux de la démocratie, nient catégoriquement à tout autre qu'à eux-mêmes le droit de faire accéder le Québec à l'indépendance. « Nous voulons l'indépendance, disent-ils, mais pas n'importe laquelle; pas celle d'un Jean Lesage, pressé par les événements, pas celle d'un Daniel Johnson opportuniste, mais la nôtre. Seuls, nous, les non-compromis, pouvons donner au Québec l'indépendance dont il a besoin ».

Et le peuple, messieurs ! Qu'advient-il du peuple dans cette histoire ? N'a-t-il pas démocratiquement le droit de choisir ceux qui lui donneront son indépendance ? Et si le peuple préférerait l'indépendance qu'un gouvernement Johnson lui offrait au lieu de la vôtre ? Qui faudrait-il blâmer ? L'attitude des indépendantistes a été de nature à nous laisser croire, jusqu'ici, qu'ils considèrent préférable de ne pas accéder à l'indépendance plutôt que d'y accéder par l'entremise de quelqu'un d'autre.

Deuxième point. Bien que je n'aie exprimé que des réserves jusqu'à maintenant sur la compétence des indépendantistes en matière de psychologie des masses, il m'apparaît évident que leurs connaissances en ce domaine soient des plus rudimentaires. Les syndicalistes de carrière connaissent les hommes, dans leur comportement, leurs aspirations et leurs désirs et non en vertu d'abstraites notions livresques, et je me permets de croire que si l'équipe de la CSN était à la tête du mouvement indépendantiste, nous serions présentement témoins d'une population en train de conquérir son indépendance. Le chef ouvrier sait se mettre dans la peau de ceux qu'il représente. Il pense comme eux, et par conséquent, peut les diriger dans le sens où ceux-ci veulent aller.

En d'autres mots, il sait traduire en décisions et en programme d'action, le sentiment habituellement confus et très rarement formulé avec précision des travailleurs.

Un des ardents pionniers du RIN me confia un jour ce qui constitue à mes yeux, l'exemple patent de l'intellectualisme dédaigneux que les bourgeois rinistes opposent à la mentalité populaire.

Les yeux brillants de fierté, il me confia que la première réunion de la section de Montréal avait eu lieu concurremment à une joute de hockey où le Canadien disputait la coupe Stanley. Et d'ajouter orgueilleusement que « malgré le hockey », plus de mille personnes y avaient assisté. Pour les messies de l'indépendance, leurs disciples se devaient de choisir entre la noblesse de leur idéal et la vulgarité d'un plaisir populacier. Drôle de mentalité que celle qui incite les chefs d'un mouvement politique à éliminer au départ soixante pour-cent de la population. René Lévesque, Marcel Dubé, Roland Giguère, sont des adeptes du hockey, et pour une raison bien simple; c'est qu'ils sont profondément enracinés dans leur milieu. Politicien, dramaturge et poète, ce sont des hommes incarnés qui sentent et réagissent comme ceux qui les entourent, qui pensent comme leurs compatriotes et les comprennent. Malgré les nombreuses erreurs tactiques que commettent chacun de nos partis politiques à l'occasion, aucun d'eux ne pousseraient l'inconscience jusqu'à tenir une assemblée populaire un soir où un club de hockey qui est presque un symbole de fierté nationale, bataillerait pour la coupe Stanley. Agir autrement, c'est-à-dire comme le firent les rinistes en cette occasion, démontrerait une immaturité et un manque de réalisme que ne peuvent se permettre des révolutionnaires.

Toute entreprise, qu'elle soit politique, militaire ou commerciale, ne peut être amorcée efficacement avant qu'un inventaire des ressources et des capitaux n'ait été dressé et qu'une analyse sérieuse, objective et lucide des chances de réussites n'ait été faite. Le seul capital dont dispose un parti révolutionnaire se compose des éléments humains dont il est formé. Cette masse de partisans constitue à elle seule, le corps d'armée, l'armement et les munitions de la révolution tranquille. Ne serait-il pas alors essentiel de connaître les armes disponibles avant d'engager le combat.

Isolés dans leur incompréhension, que peuvent alors les chefs indépendantistes face à un peuple qu'ils méprisent au point d'en ignorer même les motivations. En ce sens, un exemple récent m'apparaît des plus révélateurs.

Dans une série de reportages sur les ondes de Radio-Canada, le Père Pascal, missionnaire au Congo, a révélé le phénomène Djama. Convaincu que le messianisme paternaliste des missionnaires blancs portait à faux, un missionnaire belge a cherché à transposer le dogme chrétien en une formule adaptée à l'âme noire. Il a découvert les principes de base de la spiritualité des Bantous, et en particulier, l'importance qu'ils accordaient d'une façon intuitivement naturelle à la vie, la fécondité et l'union. L'adaptation à cette nouvelle conception exigea des missionnaires, un effort d'humilité, de compréhension qu'ils n'avaient jamais fourni auparavant. D'évangélistes blancs supérieurement intelligents à leurs ouailles qu'ils se croyaient, ils durent devenir eux-mêmes Djama, c'est-à-dire s'identifier aux noirs, penser comme eux, ressentir les choses comme eux. Fini le paternalisme, l'attitude condescendante. De l'avis du Père Pascal, présentée de cette façon, la religion catholique se répand comme un feu de brousse. Les symboles mythologiques se retrouvant d'une religion à l'autre, les mystères chrétiens se trouvèrent acceptés d'emblée lorsque transposés, donnant aux vieilles croyances un sens plus précis parce que plus incarnées, au sein d'une religion catholique à la symbolique universelle.

Inconsciemment, les chefs indépendantistes ont adopté l'attitude des colonisateurs vis-à-vis du peuple. Tant qu'ils n'agiront pas comme les missionnaires qui se firent Djama, ils continueront à piétiner sur place.

L'absence patente d'une politique de propagande à long terme constitue la troisième lacune importante de l'action indépendantiste. Absence qui nous a valu l'attristant spectacle de sporadiques manifestations visiblement improvisées, pour ne pas dire bâclées, sans coordination entre elles et surtout sans un enchaînement qui aurait dû faire de chacune d'entre elles, le stade intermédiaire menant graduellement à un climat, déterminé à l'avance. Par un souci douteux de démocratie, chaque section est

autonome et, disons le mot, improvise à sa guise sans connaissance ni souci de l'activité des autres groupes. Les music-halls du RIN étaient une excellente initiative, mais au lieu de les considérer comme un outil de propagande indispensable, ils furent jugés accessoires et sacrifiés à la primauté des palabres de chapelle. Même le journal *L'Indépendance* aux irrégulières parutions, n'est pas reçu, lors de son émission, par tous les abonnés.

L'opiniâtre dévouement et l'inaltérable foi des chefs indépendantistes pour leur cause auraient-ils eu pour égal cette compréhension psychologique qui est à la base de la publicité et des relations publiques, nous chanterions peut-être déjà l'hymne national québécois. Mais, malgré toute l'admiration qu'ils se méritent par leur désintéressement, ils ne réussissent qu'à prouver par leur action, que le dévouement et le désir de bien faire ne constituent pas à eux seuls des critères d'efficacité et de compétence.

Enfin, le RIN constituant le groupe indépendantiste le plus nombreux, je me permets de le critiquer particulièrement. Sous la très intellectualiste direction d'André d'Allemagne qui donna la première impulsion au mouvement, on voulut être une école de formation, d'entraînement à l'indépendance. Après cinq ans, nous constatons les résultats négligeables, pour ne pas dire nuls de cette conception didactique. Comment un groupe ne possédant aucun budget à cette fin, peut-il espérer éduquer une nation, alors que les millions du ministère de l'Éducation se révèlent insuffisants pour éduquer notre seule jeunesse. On forme des chefs, mais on entraîne le peuple. Je le dis sans aucun mépris et ma conception du peuple n'a rien de condescendant. Nous faisons tous partie du peuple selon les circonstances. Mais vouloir éduquer le peuple constitue une négation de l'essence émotive de celui-ci en tant que collectivité. Un individu s'endoctrine, un peuple se soulève.

La propagande s'organise en fonction d'un programme d'action élaboré à partir d'un but précis. La politique déterminante doit être simple et concise. Chaque manifestation, chaque trac, chaque déclaration publique doivent être motivés par le plan d'ensemble et orientés vers le but ultime. Le suspense doit être maintenu par des manifestations à périodes déterminées et entretenu par des activités mineures constantes. La constance est d'ailleurs la principale caractéristique d'une propagande efficace.

En somme, ce n'est qu'une vulgaire campagne de publicité que je préconise, avec la seule différence que le produit offert est un idéal politique au lieu d'un dentifrice. J'ai le sentiment de prononcer une lapalissade en suggérant candidement de faire de la propagande. Mais en déclarant que le RIN n'a jamais su déclencher une véritable campagne de publicité où la fréquence et la simplicité des messages finissent par forcer l'entendement, je ne fais que constater un déplorable état de choses. On rétorquera que la publicité est une chose chère, hors de portée de la bourse du RIN. A cette objection, je réponds que lorsqu'on dispose de milliers de membres disponibles, nous avons là, à la portée de la main, tout le matériel nécessaire pour faire du bruit et se faire entendre. Les Bérêts blancs, dont le quotient intellectuel moyen est de toute évidence passablement inférieur à celui des Rinistes, ont prouvé qu'une action commune et concertée pouvait avoir des résultats surprenants.

En guise de conclusion, que l'on médite sur le fait que le RIN, qui est un parti politique Québécois, a cherché à se faire élire aux dernières élections par des Canadiens-français.

PHILIPPE EMOND